

CSC CAMEROUN

2017-2021

Table des matières

Liste des acronymes	3
1. Introduction	4
2. Cibles stratégiques communes.....	6
2.1. Description des cibles stratégiques communes.....	6
2.2. Argumentation sur base de la pertinence au développement.....	7
3. Engagements en matière de complémentarités et synergies	8

Liste des acronymes

ACC	Analyse Contextuelle Commune
ACNG	Acteur de la Coopération Non Gouvernementale
AI	Acteur Institutionnel
CNA	Cinéma Numérique Ambulant
CS	Cible Stratégique
CSC	Cadre Stratégique Commun
MINEFOP	Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
MINESEC	Ministère des Enseignements Secondaires
ODD	Objectif(s) de Développement Durable (Nations Unies)
OSC	Organisation de la Société Civile

1. Introduction

Ce Cadre Stratégique commun (CSC) Cameroun se base sur l'Analyse de contexte commune (ACC) Cameroun approuvée par le ministre de la coopération au développement, M. De Croo, fin décembre 2015.

Les chapitres suivants se retrouvent dans cet ACC et ne sont donc pas repris ici :

- ANALYSE DE CONTEXTE : Chapitre 3 – Situation actuelle - p.12 à 25.
- ANALYSE DES ACTEURS PERTINENTS :
 - o Chapitre 4 – Description de la société civile locale, des autorités décentralisées et des institutions publiques et de leurs principaux partenaires financiers - p.26 à 32 ;
 - o Chapitre 5 - Analyse de la situation de la société civile locale, des autorités décentralisées et des institutions publiques et des pistes envisagées pour favoriser les conditions de leur renforcement - p.33 à 45 ;
 - o Chapitre 6 - Identification des acteurs pertinents en matière de développement - p.46 à 50 ;
 - o Chapitre 7 - Identification des types de partenariats possibles des ACNG – p.51 à 53.
- MODÈLES DE CHANGEMENTS PAR DOMAINE D'INTERVENTION – Chapitre 8 – p.54 à 59.
- ANALYSE DES RISQUES LIÉS AU CONTEXTE, AUX CIBLES STRATÉGIQUES ET AUX APPROCHES : Chapitre 9 – p.60 à 62.
- IDENTIFICATION D'OPPORTUNITÉS DE COMPLÉMENTARITÉS ET SYNERGIES ENTRE ORGANISATIONS ACCRÉDITÉES, Y COMPRIS AUTOUR DE PARTENAIRES COMMUNS : CHAPITRE 10 – p.63 à 65.

Contexte :

6 mois se sont écoulés depuis la finalisation de l'ACC. Une relecture de celui-ci nous permet d'affirmer qu'entretemps il n'y pas eu de changements significatifs du contexte et des acteurs. Hélas, les risques liés au mouvement terroriste Boko Haram continuent, confinés jusqu'à présent dans l'extrême Nord.

Participants :

12 OSC/AI ont participé à l'élaboration de l'ACC (*voir chap.2 de l'ACC, p.10*) sur les thématiques suivantes : Education technique professionnelle et supérieure, Agriculture, Santé, Environnement, Culture et Justice & droit de l'homme. Les partenaires locaux ont activement participé à son élaboration, lors d'un important séminaire participatif de 2 jours à Yaoundé les 28-29 mai 2015 (*voir chap.1.1. de l'ACC, p.8 et liste des participants en annexe 4 de l'ACC*).

6 OSC/AI ont participé à l'élaboration de ce CSC dont 2 nouvelles : VLIR-UOS et Echos Communication.

OSC/AI	Nom	Avait participé à l'ACC Cameroun ?	A validé le CSC ?
DISOP (lead)	Gérard Verhelst	oui	
ACTEC	Michel Garcia	oui	
ARES	Jacob Souopgui	oui	
Echos Communication	Miguel de Clerck	non	
ULB-coopération	Anne Depret	oui	
VLIR-UOS	Inge Vandevyvere	non	

8 OSC/AI de l'ACC se sont donc retirées. En conséquence, le nombre de thématiques principales qui seront travaillées dans le cadre de ce CSC s'est réduit à deux : Education formelle & informelle et Agriculture & secteur rural.

Notons cependant que certains OSC/AI continueront à être présents mais de façon plus indirecte : WWF-Cameroun continuera ses activités en lien avec WWF Belgique, Miel Maya Honing donnera une assistance technique en apiculture par le biais d'OSC/AI membres, AFRICALIA maintiendra son assistance technique via son réseau régional CNA-Afrique, etc. Certaines de ces OSC se sont donc tout de même engagées à des synergies reprises dans le chapitre 3.

Certaines des ACNG actives dans la réalisation de ce CSC sud développent aussi des actions en Belgique, dès lors, leurs partenaires et leurs actions sud ont des impacts dans leurs approches nord ; celles-ci alimentant et "légitimant" ce qui se fait en Belgique.

Méthodologie :

Pour la réalisation de ce CSC, la méthodologie suivie a été celle proposée par les coupoles dans le manuel distribué le 8 février. Elle a été mise en pratique par le biais d'échanges d'emails, de relectures conjointes des chapitres ci-dessous et par une réunion finale le 27 avril. Celle-ci sera centrée sur l'adéquation et l'enrichissement des synergies et complémentarités. Les OSC/AI membres sont en train d'élaborer leurs programmes respectifs avec leurs partenaires locaux sur ces bases. La validation finale du CSC aura lieu par email.

RÉSERVE : Il est important de souligner que le cadre légal n'était pas publié ni au moment du lancement du processus (le 8 février 2016) ni au moment de finaliser le CSC à ce jour (20 avril 2016).

2. Cibles stratégiques communes

2.1 Description des cibles stratégiques communes

CS 1	-	Garantir et améliorer l'accès sur pied d'égalité à la connaissance et aux compétences, améliorer la qualité de la recherche et stimuler l'innovation, afin de contribuer au développement
Approches (contributions)		OSCs/IAs
1A	Augmenter, sur pied d'égalité entre genres, l'offre de formations techniques et professionnelles, diplômantes ou certifiantes (incluant une sensibilisation à l'éducation digitale/numérique) intégrées dans les politiques publiques.	DISOP – ACTEC
1B	Assurer une sensibilisation et une formation initiale en entrepreneuriat dans les écoles techniques et professionnelles et collèges polyvalents.	ACTEC
1C	Augmenter, sur pied d'égalité entre hommes et femmes, l'offre de formation en entrepreneuriat pour adultes et l'accompagnement des petits entrepreneurs.	ACTEC – DISOP
1D	Améliorer l'offre et la qualité de l'enseignement supérieur à travers le renforcement des capacités et les partenariats, en tenant compte du genre et de la durabilité environnementale.	ARES – VLIRUOS
1E	Améliorer les pratiques de recherche des institutions d'enseignement supérieur à travers le renforcement des capacités et les partenariats, en tenant compte du genre et de la durabilité environnementale.	ARES / VLIR-UOS
1F	Promouvoir la vulgarisation et la valorisation de la recherche académique.	ARES / VLIR-UOS
1G	Renforcer les capacités individuelles à travers les bourses, en tenant compte du genre.	ARES / VLIR-UOS
1 I	Contribuer à ce que les jeunes et adultes acquièrent les compétences nécessaires pour un développement durable décrits dans l'objectif 4.7. des ODD.	DISOP/ACTEC
1 J	Contribuer à ce que les femmes et les hommes aient accès dans des conditions d'égalité à un enseignement technique, professionnel ou tertiaire, y compris universitaire	DISOP – ACTEC, ARES/VLIR-UOS

CS 2 - Agriculture & environnement	Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des familles paysannes, notamment des femmes, par l'appui à des systèmes de production durables	
Approches (contributions)		
OSCs/IAs		
2A	Appuyer la mise en place et/ou renforcer des systèmes de production économiquement performants, respectueux de l'environnement et résilients, par la promotion de pratiques adaptées qui prennent en compte les changements climatiques.	DISOP, ULB Coopération
2B	Appuyer le développement de chaînes de valeur agricoles inclusives qui supportent le développement de l'agriculture familiale et renforcent le pouvoir économique des femmes	ULB Coopération/ACTEC
2C	Appuyer l'organisation des petits producteurs (hommes et femmes) au sein d'associations démocratiques, durables et efficaces et renforcer les capacités de ces organisations	DISOP, ULB Coopération
2D	Contribuer à la préservation, la restauration et l'exploitation durable des écosystèmes	ULB Coopération
2E	Mettre en œuvre des activités de recherche et de formation en appui à la cible 2	ARES, ULB- Coopération

2.2 Argumentation sur base de la pertinence au développement

CS 1 - Education	Garantir et améliorer l'accès sur pied d'égalité à la connaissance et aux compétences, améliorer la qualité de la recherche et stimuler l'innovation, afin de contribuer au développement.
<p>La cible est formulée de façon à répondre à la fois à l'ODD 4 (éducation) et à l'ODD 9 (recherche et développement).</p> <p>Dans l'ACC il est expliqué que le secteur de l'éducation doit non seulement réduire le déficit scolaire : « le taux brut de scolarisation dépasse à peine les 50,4% au niveau secondaire (ratio filles/garçons à l'inscription de 78,8%) et de 10% pour le niveau supérieur (ratio femmes/hommes à l'inscription de 75,5/)¹. » (p. 18 de l'ACC), mais aussi offrir des réponses au grave problème de l'emploi : « 90,5 % des emplois sont dans le secteur informel, le sous-emploi global touche plus de 70,6 % des actifs occupés » (p.15 de l'ACC).</p> <p>Pour répondre au défi de l'emploi, l'Etat Camerounais a entrepris récemment une réforme de <u>l'enseignement technique et professionnel</u> (p.19 de l'ACC) considéré longtemps comme le « parent pauvre du système éducatif camerounais ». Par la création et le renforcement des capacités (pédagogiques et de gestion) d'écoles techniques et professionnelles, nous nous incluons dans cette dynamique et contribuons à l'ODD 8.6 : « réduire considérablement la proportion de jeunes non scolarisés et sans emploi ni formation ».</p> <p>La reconnaissance des formations par les Ministères concernés (MINESEC - Ministère des Enseignements Secondaires, ou MINEFOP - Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle) est au cœur de notre approche. Cette intégration dans les politiques publiques vise à :</p> <ul style="list-style-type: none">- répondre aux exigences du marché de l'emploi pour des diplômes et certificats reconnus ;- répondre aux demandes des jeunes et de leurs parents peu motivés par des formations non reconnues ;- accéder aux financements des Ministères concernés. <p>Une attention particulière est donnée aux filières agricoles vu l'offre quasi inexistante à ce niveau et l'importance de ce secteur. En effet, la population rurale qui est en majorité jeune (17-40 ans) n'a aucune formation de base ou professionnelle dans le domaine agricole, encore moins dans celui de l'élevage (p. 16 de l'ACC).</p> <p>La sensibilisation et la formation initiale en <u>entrepreneuriat</u> dans les écoles techniques et professionnelles et dans les collèges polyvalents cherchent aussi à améliorer l'emploi des jeunes. Nous partons du postulat qu'il est bon de développer graduellement, même chez les plus jeunes, une culture d'entrepreneuriat. Cette approche est née d'échanges et d'un projet pilote développé par le département Step2you (Programme Capt'en) d'ICHEC – entreprises : Les séminaires et rencontres réalisés par Step2you au Cameroun ont généré une demande d'appui de la part de ces écoles.</p> <p>Le soutien au développement de centres de formation en entrepreneuriat pour adultes et l'accompagnement se justifie par les faits suivants (p. 25 de l'ACC) :</p> <ul style="list-style-type: none">- 90,5% des emplois sont dans le secteur informel, essentiellement des micros entrepreneurs ;- L'offre formation en entrepreneuriat existante est très faible au Cameroun ;- Le Gouvernement a pris conscience du défi de la formation en entrepreneuriat et a lancé plusieurs programmes pour y répondre. <p>Il s'agit ici de contribuer à l'ODD 8.3. « Promouvoir des politiques axées sur le développement qui favorisent des activités productives, la création d'emplois décents, l'entrepreneuriat, la créativité et l'innovation et stimulent la croissance des microentreprises et des petites et moyennes entreprises</p>	

¹ Ces pourcentages sont en réalité bien inférieurs dans les zones rurales des régions les plus pauvres où l'écart filles-garçons est encore plus élevé.

et facilitent leur intégration dans le secteur formel, y compris par l'accès aux services financiers ».

La stratégie proposée dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche vise à renforcer les institutions d'enseignement supérieur afin que celles-ci deviennent des acteurs de changement dans le développement du pays.

Comme décrit dans l'ACC (p.20), il y a un réel manque de ressources humaines qualifiées au Cameroun, dans différents secteurs. Les institutions d'enseignement supérieur ont un rôle fondamental à jouer pour combler ce déficit. Renforcer la capacité de recherche de ces institutions contribue au développement de nouvelles connaissances et savoir-faire, éléments cruciaux pour trouver des solutions aux défis locaux et globaux. Cela permettra aux camerounais d'avoir la capacité de développer eux-mêmes de nouvelles technologies, ou d'adapter les technologies existantes à leurs besoins.

Une masse critique de ressources humaines avec des compétences et connaissances nécessaires peut être une force de changement dans le développement du Cameroun. Cette optique coïncide avec l'ODD 4.b. « augmenter considérablement à l'échelle mondiale le nombre de bourses d'études offertes aux pays en développement, en particulier aux pays les moins avancés ».

La promotion de l'inclusion digitale, quant à elle, correspond à une préoccupation citée dans la note de politique générale (06/11/2015) de M. Le Ministre A. De Croo (agenda numérique).

Pour mémoire : Les approches transversales relatives au genre et au développement durable coïncident avec celles des ODD.

CS 2 -Agriculture & environnement	Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des familles paysannes, notamment des femmes, par l'appui à des systèmes de production durables
--	--

Cette cible stratégique a pour objectif de contribuer à l'ODD2 : « Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable ». En effet, 75% de la population active camerounaise vit de l'agriculture et de l'élevage (p. 16 de l'ACC).

La vision proposée pour la mise en place et le renforcement des systèmes de production est en accord avec l'ODD 2.4, qui met l'accent sur l'augmentation de la productivité, la préservation des ressources naturelles et la résilience aux changements.

Le soutien du développement de chaînes de valeur agricoles inclusives permet de répondre aux défis des besoins croissants d'approvisionnement des marchés urbains, de la réduction du poids des importations alimentaires et de la diminution de l'emploi y étant liée.

La faible intégration de l'agriculture vivrière au marché est signalée à la p. 16 de l'ACC. Les opportunités sont pourtant évidentes vu l'importance du marché urbain (Douala, Yaoundé et autres villes de l'est) et le fait que le Cameroun est considéré comme « le grenier » des pays voisins (Gabon, République Centrafricaine et Guinée Equatoriale). Le développement de la chaîne des valeurs devra générer de la valeur ajoutée pour le monde rural, offrir de nouvelles opportunités de revenus et d'emploi et ainsi réduire l'exode rural des jeunes.

Le renforcement des organisations paysannes est un préalable indispensable au développement de l'agriculture familiale : relais pour les services de vulgarisation, espaces d'échanges d'information, de création de services communs, etc., ce sont les lieux où les producteurs prennent des décisions collectives pour leur développement.

Le riche patrimoine naturel forestier et agroforestier du Cameroun est menacé de destruction et/ou d'accaparement au détriment des communautés rurales. L'approche que nous proposons met un accent particulier sur la préservation et la gestion durable de ces ressources naturelles par les familles paysannes.

3. Engagements en matière de complémentarités et synergies

Synergies/complémentarités	Entre « nous » : OSC et/ou AI	Entre « nous » et autres acteurs internationaux	Entre « nous » et la coopération belge
AU NIVEAU TRANSVERSAL			
<i>Synergie / complémentarité de type informatif : Echange d'informations</i>			
Les OSC/AI se réuniront annuellement à Bruxelles pour informer, échanger et développer des actions communes.	X		
Les OSC/AI organiseront des rencontres d'échange et de partage thématique (notamment sur les axes transversaux) entre eux et avec leurs partenaires locaux et autres acteurs de la coopération internationale.	X	X	
Les OSC/AI intervenant dans une même région géographique organiseront des rencontres régionales avec leurs partenaires afin de proposer des actions communes.	X		
Les OSC/AI veilleront à un échange d'informations concerté avec l'ambassade de Belgique à Yaoundé.			
<i>Synergie / complémentarité de type organisationnel</i>			
Les OSC/AI veilleront, dans la limite du possible, à s'entraider au niveau logistique.	X		
Les OSC/AI veilleront à partager leurs « carnets d'adresse » en termes d'expertises locales.	X		
Les OSC/AI veilleront à échanger leurs méthodologies de renforcement des capacités des acteurs locaux et si possible organiser des activités de formation en commun.	X		
AU NIVEAU DE LA CIBLE STRATEGIQUE 1 : GARANTIR ET AMÉLIORER L'ACCÈS SUR PIED D'ÉGALITÉ À LA CONNAISSANCE ET AUX COMPÉTENCES, AMÉLIORER LA QUALITÉ DE LA RECHERCHE ET STIMULER L'INNOVATION, AFIN DE CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT.			
Au niveau de l'approche 1A : Offre de formations techniques et professionnelles			
Les OSC/AI actives dans le secteur de l'éducation organiseront, avec leurs partenaires, des espaces de rencontre, annuellement (échange d'informations, leçons apprises).	X	X	
En lien avec ces rencontres, les OSC/AI et leurs partenaires veilleront à harmoniser leurs efforts de lobbying auprès des pouvoirs publics (insertion dans les politiques publiques).	X	X	
Un partenariat sera établi entre DISOP et Miel Maya pour la promotion de l'apiculture.	X		
Un partenariat sera établi par DISOP avec le réseau CNA-Afrique de AFRICALIA pour la formation et la réalisation de produits audiovisuels didactiques et de divulgation.	X		
Au niveau de l'approche 1B : Formation initiale en entrepreneuriat dans les écoles			
Des OSC/AI initieront un partenariat avec le département Step2you (Programme Capt'en) de ICHEC-Entreprises pour le démarrage d'activités de sensibilisation à l'entrepreneuriat pour les jeunes des écoles-cibles de leurs partenaires.	X		
Au niveau de l'approche 1C : offre de formation en entrepreneuriat pour adultes			
Des initiatives seront prises afin que les publics cibles des OSC/AI de la CS2 aient accès aux services de formation en entrepreneuriat mis en place par ACTEC.	X		

Au niveau des approches 1D, 1E, 1F : Coopération universitaire, recherche & innovation			
VLIR-UOS/ARES chercheront des opportunités pour des projets académiques qui sont en synergie et complémentarité avec les interventions des autres acteurs belges (modalités à définir).	X		
VLIR-UOS/ARES chercheront des opportunités de synergie et complémentarité dans les domaines du renforcement des capacités, recherche, innovation, transfert de technologies et opportunités au niveau des bourses.	X		
Des rencontres entre des chercheurs/professeurs intéressés et des acteurs OSC seront organisées par VLIR-UOS/ARES pour stimuler les opportunités dans le cadre de synergies et complémentarités.	X		
AU NIVEAU DE LA CIBLE STRATEGIQUE 2 : CONTRIBUER À L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES FAMILLES PAYSANNES, NOTAMMENT DES FEMMES, PAR L'APPUI À DES SYSTÈMES DE PRODUCTION DURABLES			
Au niveau des approches 2A, 2B, 2D : Amélioration de la production, développement des chaînes de valeurs et exploitation durable des ressources naturelles			
Les OSC/AI veilleront à optimiser les possibilités de stages, notamment pour les jeunes, auprès de partenaires dont les groupes cibles ont une expertise, un savoir-faire à partager.	X		
Des OSC/AI chercheront à ce que leur public cible aient accès aux services de formation en entrepreneuriat mis en place par ACTEC dans le cadre de l'OS1.	X		
DISOP et ULB-Coopération mettront leurs moyens en commun pour apporter un appui technique (formation en alternance relative aux métiers visant la conservation et/ou l'exploitation durables de ressources naturelles), notamment en périphérie de zones naturelles à conserver.	X		
Au niveau de l'approche 2E : Coopération universitaire, recherche & innovation			
Avec le VLIR-UOS/ARES, promouvoir des activités de recherche/action en faveur des groupes cibles des OSCs/AI (= synergies pour les approches 1D, 1E, 1F).	X		